

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.902/4
DU 21 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre du Budget, le 24 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant le code de déontologie du Corps interfédéral de l'Inspection des finances", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observation générale

L'article 51, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions dispose comme suit :

"Après accord des Gouvernements le Roi organise, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le corps de l'inspection des finances, l'association des Communautés et des Régions à sa gestion, ainsi que la mise à disposition des inspecteurs des finances auprès des Communautés et des Régions en vue d'assurer la réalisation des missions qui leur sont confiées en vertu de l'alinéa 1^{er}."

.../...

L'article 6, § 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des finances, tel qu'inséré par l'article 109 de l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003 fixant le statut des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des finances et modifiant l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des finances, est rédigé comme suit :

"Le Conseil établit un code de déontologie. Ce code est approuvé par le Comité. Il fait l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres après accord des Gouvernements et Collèges des Entités fédérées."

Ainsi que la section de législation l'a souligné notamment dans l'avis 39.515/2 donné le 21 décembre 2005 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 mai 2006 fixant le Code de déontologie des services de police

"un code de déontologie est, par nature, un ensemble de règles qui doivent guider le comportement des personnes qui y sont soumises dans l'exercice de leur profession et dont la violation est susceptible d'être sanctionnée disciplinairement [...]. Il s'agit donc d'élaborer un texte de portée normative [...]."

Bien que ce soit en l'espèce le Conseil du Corps interfédéral de l'Inspection des finances qui établit le Code de déontologie du Corps interfédéral de l'Inspection des finances ⁽¹⁾ et que ce texte doive être approuvé par le Comité interministériel de l'Inspection des finances ⁽²⁾, la compétence d'adopter ce code n'en est pas moins réservée au Roi, agissant selon les formalités prescrites par l'article 51, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 précitée.

En effet, comme la section de législation l'a rappelé notamment dans l'avis 33.757/2 donné le 30 octobre 2002 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le Code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'intérêt public, les règles de déontologie applicables aux membres du personnel de la fonction publique "sont incontestablement appelées à faire partie intégrante du statut administratif des agents concernés". Dans l'avis 40.572/2 donné le 1^{er} juin 2006 sur un amendement du Gouvernement à l'avant-projet de loi "portant des

⁽¹⁾ Article 6, § 5, alinéa 2, première phrase, de l'arrêté royal du 28 avril 1998 précité.

⁽²⁾ Article 6, § 5, alinéa 2, deuxième phrase, de l'arrêté royal du 28 avril 1998 précité.

dispositions diverses urgentes", la section de législation en a déduit que "seule l'autorité chargée d'édicter le statut du personnel (est) en mesure d'adopter un code de cette nature."

S'agissant plus particulièrement des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des finances, la section de législation a souligné, dans l'avis 34.901/4 donné le 19 mars 2003 sur un projet devenu l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003 fixant le statut des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des finances et modifiant l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des finances, que

"[...] c'est au Roi, avec l'accord des Gouvernements des entités fédérées, qu'il appartient de fixer les règles touchant à l'organisation de ce Corps interfédéral de l'Inspection des finances, en ce compris les règles relatives au régime statutaire des inspecteurs des finances. Les délégations au comité sont limitées à la gestion du Corps interfédéral et ne peuvent s'étendre à des éléments essentiels de son organisation.

[...]

Enfin, l'article 109 du projet modifie l'article 6 de l'arrêté royal du 28 avril 1998 précité afin d'habiliter le Conseil du Corps à établir un «code de déontologie» qui doit ensuite être approuvé par le Comité, ce code devant déterminer les devoirs des inspecteurs des finances, notamment dans leurs rapports avec les membres des Gouvernements. Les devoirs des agents sont des éléments importants du régime statutaire et en cas de non-respect de ceux-ci, ils peuvent être poursuivis sur le plan disciplinaire. Le projet devrait également définir lui-même ces principaux devoirs.

Pour l'ensemble de ces points, les Gouvernements des régions et des communautés, en ce compris les Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, doivent être en mesure de donner leur accord conformément à l'article 51, alinéa 3, de la loi spéciale précitée. En effet, il s'agit là d'éléments essentiels du statut des inspecteurs des finances qui doivent être déterminés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres."

Le Code de déontologie du Corps interfédéral de l'Inspection des finances est donc bien l'oeuvre du Roi, seul compétent pour adopter ⁽³⁾ les règles essentielles du statut des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des finances en vertu de l'article 51, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 précitée. La présente demande

⁽³⁾ et non pour approuver comme indiqué dans le rapport au Roi.

d'avis est par conséquent recevable au regard de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ⁽⁴⁾.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er} nouveau (à insérer)

Il y a lieu d'insérer au titre de fondement légal de l'arrêté en projet un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

"Vu l'article 51, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions".

Alinéa 1^{er} (devenant alinéa 2)

Il vaut mieux remplacer les mots "notamment l'article 6 tel que modifié par l'article 109 de l'arrêté royal" par les mots "notamment l'article 6, § 5, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal [...] [la suite comme au projet]".

⁽⁴⁾ Il convient de distinguer, sous cet aspect, l'adoption de règles statutaires pour des agents des services publics, qui relève de la compétence exclusive du Roi et dont la section de législation a à connaître en vertu de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, des deux cas suivants :

- adoption de règles non statutaires pour des agents des services publics;
- adoption de règles déontologiques pour des personnes ne relevant pas de la fonction publique.

Dans ces deux derniers cas, lorsque la loi investit une autorité du pouvoir de prendre une décision autonome et charge le Roi d'approuver cette décision, l'arrêté royal d'approbation est un acte de haute tutelle administrative, dénué de tout caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, de sorte qu'une demande d'avis y relative est irrecevable (voir p. ex. l'avis 26.708/3 donné le 9 décembre 1997 sur un projet devenu l'arrêté royal du 29 janvier 1998 portant approbation du règlement de stage de l'Institut professionnel des comptables; voir également les arrêts C.E. n/ 105.673 du 19 avril 2002 et n/ 144.181 du 4 mai 2005.

Alinéa nouveau (à insérer) (devenant alinéa 3)

Il y a lieu d'insérer un alinéa nouveau, devenant l'alinéa 3, qui sera rédigé comme suit :

"Vu la proposition du Conseil du Corps interfédéral de l'Inspection des finances du 15 janvier 2004."

Alinéa nouveau (à insérer) (devenant alinéa 4)

Il y a lieu d'insérer un alinéa nouveau, devenant l'alinéa 4, qui sera rédigé comme suit :

"Vu l'approbation de cette proposition par le Comité interministériel de l'Inspection des finances donnée le 13 février 2004."

Alinéas 2 à 8 (devenant alinéas 5 à 11)

Il convient de citer les accords des Gouvernements de Communautés et Régions et des Collèges dans l'ordre chronologique.

DispositifArticle 1^{er}

Au lieu d'écrire "visé à l'article 6", il serait plus précis d'écrire "visé à l'article 6, § 5, alinéa 2".

Annexe

1. Il est mentionné, dans l'introduction du Code de déontologie, que "chaque infraction peut donner lieu à des sanctions disciplinaires". Il est dès lors recommandé de numéroté les dispositions de ce code de manière aussi précise que possible en cas de poursuites disciplinaires.

2. La violation du Code de déontologie pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires, il convient que ce code soit rédigé avec la plus grande clarté possible.

Les précisions suivantes devraient ainsi être apportées au projet :

- interrogé sur la portée des mots "mission de direction stratégique ou de gestion" figurant au point 1. Indépendance - Incompatibilités - alinéa 1^{er}, le délégué du ministre a indiqué que sont envisagés "notamment les membres d'un conseil d'administration ou d'un comité de gestion ou l'exercice d'une fonction dirigeante"; cette précision devrait figurer dans le rapport au Roi;
- interrogé sur la portée des mots "organe stratégique" figurant au point 1. Indépendance - Incompatibilités - alinéas 2 et 3, le délégué du ministre a donné l'explication suivante :

"Au niveau fédéral, la notion de «cabinet ministériel» est remplacée par les notions «cellules stratégiques», «Cellule de coordination générale de la politique» et «cellule de politique générale». Ce sont des organes stratégiques ministériels visés par l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région";

cette précision devrait également figurer dans le rapport au Roi.

3. Il convient de revoir la concordance entre les versions française et néerlandaise du Code de déontologie. À titre d'exemples non exhaustifs de divergences entre les deux versions linguistiques, il est relevé ce qui suit :

- lorsque le texte néerlandais utilise les mots "inspecteur van financiën", il ne convient pas que le texte français utilise le mot "il";
- au point I "L'indépendance", "Contacts avec les tiers", à l'alinéa 2, l'expression française "ne peut donner lieu à équivoque" ne correspond pas à l'expression néerlandaise "een vermoeden hieromtrent doen ontstaan".

4. Sur le plan rédactionnel le projet de code devra être précisé sur les points suivants :

- dans l'Introduction, à l'alinéa 1^{er} après les mots "dans son § 5", il y a lieu d'ajouter les mots "alinéa 2";
- dans l'Introduction, à l'alinéa 3, il convient de remplacer les mots "du Statut des agents de l'État" par les mots "de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État".

5. Le Code de déontologie se présentant comme une annexe à l'arrêté en projet, il doit être revêtu de la formule "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ... fixant ..." et mentionner les mêmes date et signature que l'arrêté lui-même.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.902/4
VAN 21 MAI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 april 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de deontologische code van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Artikel 51, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten luidt als volgt :

"Na akkoord van de Regeringen, organiseert de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het korps van de Inspectie van Financiën, de betrokkenheid van de Gemeenschappen en de Gewesten aan het beheer ervan alsook de terbeschikkingstelling van de inspecteurs van Financiën bij de Gemeenschappen en Gewesten met het oog op de uitvoering van de opdrachten die hun krachtens het eerste lid zijn toevertrouwd".

.../...

Artikel 6, § 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën, zoals die bepaling ingevoegd is bij artikel 109 van het koninklijk besluit van 1 april 2003 tot vaststelling van het statuut van de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën, luidt als volgt :

"De Raad stelt een deontologische code op. Deze code wordt door het Comité goedgekeurd. Na akkoord van de Regeringen en Colleges van de Deelentiteiten, is zij het voorwerp van een in Ministerraad overlegd besluit".

Zoals de afdeling wetgeving opgemerkt heeft inzonderheid in advies 39.515/2 dat ze op 21 december 2005 heeft gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 10 mei 2006 houdende vaststelling van de deontologische code van de politiediensten :

"is een deontologische code uit de aard der zaak een geheel van regels die de personen welke in de uitoefening van hun beroep eraan onderworpen zijn, in hun gedragingen moeten leiden en waarvan de niet-inachtneming tuchtrechtelijk kan worden gestraft [...]. Het gaat er dus om een regelgevende tekst op te stellen [...]".

Hoewel het *in casu* de Raad van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën is die een deontologische code opstelt ⁽¹⁾ en hoewel die tekst moet worden goedgekeurd door het Interministerieel Comité van de Inspectie van financiën ⁽²⁾, komt de bevoegdheid om die code vast te stellen niettemin alleen toe aan de Koning, handelend volgens de vormvereisten voorgeschreven bij artikel 51, derde lid, van de voormelde bijzondere wet van 16 januari 1989.

Immers, zoals de afdeling wetgeving eraan herinnerd heeft inzonderheid in advies 33.757/2 dat ze op 30 oktober 2002 heeft gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van 18 april 2003 van de Franse Gemeenschapsregering houdende de Gedragscode voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut, zijn de regels van de plichtenleer die voor de personeelsleden van de overheidsdiensten gelden

⁽¹⁾ Artikel 6, § 5, tweede lid, eerste zin, van het voornoemde koninklijk besluit van 28 april 1998.

⁽²⁾ Artikel 6, § 5, tweede lid, tweede zin, van het voornoemde koninklijk besluit van 28 april 1998.

ontegensprekelijk bedoeld om een integrerend deel te vormen van de administratieve rechtspositie van de personeelsleden in kwestie. In advies 40.572/2 dat op 1 juni 2006 is gegeven over een amendement van de Regering op het voorontwerp van wet "houdende dringende diverse bepalingen" heeft de afdeling wetgeving daaruit afgeleid dat "alleen de overheid die ermee belast is het personeelsstatuut uit te vaardigen bevoegd is om een code van die aard goed te keuren".

Wat meer in het bijzonder de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën betreft, heeft de afdeling wetgeving in advies 34.901/4, dat op 19 maart 2003 is uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 1 april 2003 tot vaststelling van het statuut van de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën, onderstreept dat

"[...] de Koning, met instemming van de regeringen van de deelentiteiten, de regels dient vast te stellen die betrekking hebben op de organisatie van dit interfederaal Korps van de Inspectie van financiën, met inbegrip van de regels betreffende de rechtspositieregeling van de inspecteurs van financiën. De delegaties aan het Comité zijn beperkt tot het beheer van het interfederaal Korps en kunnen geen betrekking hebben op hoofdaspecten van de organisatie ervan.

[...]

Ten slotte wijzigt artikel 109 van het ontwerp artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 28 april 1998 om de Raad van het Korps te machtigen een "deontologische code" op te stellen, die vervolgens door het Comité moet worden goedgekeurd, welke beroepsethische gedragslijnen de plichten van de inspecteurs dienen vast te stellen, inzonderheid wat hun betrekkingen met de leden van de regeringen betreft. De plichten van ambtenaren vormen een belangrijk gegeven van de rechtspositieregeling en ambtenaren kunnen tuchtrechtelijk worden vervolgd wanneer ze die plichten niet nakomen. In het ontwerp zelf zouden ook deze voornaamste plichten moeten worden bepaald.

Met al deze punten moeten de gemeenschaps- en gewestregeringen, met inbegrip van de colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, hun instemming kunnen betuigen overeenkomstig artikel 51, derde lid, van de genoemde bijzondere wet. Het gaat hier immers om essentiële elementen van de rechtspositieregeling van de inspecteurs van financiën, die moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad".

.../...

De deontologische code van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën is dus wel degelijk het werk van de Koning, die krachtens artikel 51, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989 als enige bevoegd is om de essentiële regels van de rechtspositieregeling van de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën vast te stellen ⁽³⁾. Deze adviesaanvraag is bijgevolg ontvankelijk in het licht van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State ⁽⁴⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Nieuw eerste lid (in te voegen)

Om naar de rechtsgrond van het ontworpen besluit te verwijzen, dient een als volgt luidend eerste lid te worden ingevoegd :

"Gelet op artikel 51, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;"

⁽³⁾ En niet goed te keuren, zoals in het verslag aan de Koning wordt vermeld.

⁽⁴⁾ In dit opzicht dient het vaststellen van rechtspositionele regels voor personeelsleden van overheidsdiensten, wat een exclusieve bevoegdheid van de Koning is en waarvan de afdeling wetgeving kennis dient te nemen krachtens artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, te worden onderscheiden van de volgende twee gevallen :

- het vaststellen van niet-rechtspositionele regels voor personeelsleden van overheidsdiensten;
- het vaststellen van beroepsethische regels voor personen die niet tot het overheidspersoneel behoren.

In beide laatstgenoemde gevallen is het zo dat, wanneer de wet aan een overheidsinstantie de bevoegdheid opdraagt om een autonome beslissing te nemen en de Koning ermee belast die beslissing goed te keuren, het koninklijk besluit houdende goedkeuring een handeling van hoog administratief toezicht is die niet van reglementaire aard is in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zodat een aanvraag om daarover advies uit te brengen niet ontvankelijk is (Zie bijvoorbeeld advies 26.708/3, dat op 9 december 1997 is gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 29 januari 1998 tot goedkeuring van het stagereglement van het Beroepsinstituut van Boekhouders; zie eveneens de arresten RvS nr. 105.673 van 19 april 2002 en nr. 144.181 van 4 mei 2005.

.../...

Eerste lid (dat het tweede lid wordt)

De woorden "inzonderheid op artikel 6 zoals gewijzigd door artikel 109 van het koninklijk besluit" zouden beter vervangen worden door de woorden "inzonderheid op artikel 6, § 5, tweede lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit [...][voorts zoals in het ontwerp]".

Nieuw lid (in te voegen als derde lid)

Een als volgt luidend nieuw lid, dat het derde lid wordt, dient te worden ingevoegd :

"Gelet op het voorstel van de Raad van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën van 15 januari 2004;".

Nieuw lid (in te voegen als vierde lid)

Een als volgt luidend nieuw lid, dat het vierde lid wordt, dient te worden ingevoegd :

"Gelet op de goedkeuring van dat voorstel door het Interministerieel Comité van de Inspectie van financiën verleend op 13 februari 2004;".

Tweede tot achtste lid (welke leden het vijfde tot elfde lid worden)

De akkoordbevindingen van de gemeenschaps- en gewestregeringen en van de colleges dienen in chronologische volgorde te worden vermeld.

DispositiefArtikel 1

Het zou nauwkeuriger zijn om in plaats van "bedoeld in artikel 6" "bedoeld in artikel 6, § 5, tweede lid" te schrijven.

.../...

Bijlage

1. In de inleiding van de deontologische code staat het volgende vermeld :
"Elke inbreuk erop kan aanleiding geven tot tuchtsancties". Bijgevolg wordt aanbevolen om de bepalingen van die code zo nauwkeurig mogelijk te nummeren voor het geval tuchtvervolgning wordt ingesteld.

2. Aangezien het niet-naleven van de deontologische code aanleiding kan geven tot tuchtstraffen, dient bij de redactie van die code de grootst mogelijke duidelijkheid te worden nagestreefd.

In het ontwerp zouden de volgende preciseringen aangebracht moeten worden :

- naar aanleiding van een vraag betreffende de reikwijdte van de woorden "beleids- of beheersopdracht" in punt 1. De onafhankelijkheid - Onverenigbaarheden - eerste lid, heeft de gemachtigde van de Minister te kennen gegeven dat daarmee inzonderheid de leden van een raad van bestuur of van een beheerscomité of de uitoefening van een leidinggevende functie worden bedoeld; die precisering zou in het verslag aan de Koning moeten voorkomen;
- naar aanleiding van een vraag betreffende de reikwijdte van het woord "beleidsorgaan" in punt 1. De onafhankelijkheid - Onverenigbaarheden - tweede en derde lid, heeft de gemachtigde van de Minister de volgende uitleg verstrekt :

"Au niveau fédéral, la notion de «cabinet ministériel» est remplacée par les notions «cellules stratégiques», «Cellule de coordination générale de la politique» et «cellule de politique générale». Ce sont des organes stratégiques ministériels visés par l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région";

die precisering zou eveneens in het verslag aan de Koning moeten worden opgenomen.

3. De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie van de deontologische code zou moeten worden gecontroleerd. Bij wijze van niet-exhaustieve voorbeelden van discrepanties tussen beide versies, wordt op het volgende gewezen :

- wanneer in de Nederlandse tekst de woorden "inspecteur van financiën" staan, mag in de Franse tekst niet met het woord "il" worden gewerkt;
- in punt I "De onafhankelijkheid - Contacten met derden", tweede lid, stemt de Franse uitdrukking "ne peut donner lieu à équivoque" niet overeen met de Nederlandse uitdrukking "een vermoeden hieromtrent doen ontstaan".

4. Op redactioneel niveau moet het ontwerp van code op de volgende punten verbeterd worden :

- in het eerste lid van de inleiding dienen op de woorden "in zijn § 5" de woorden ", tweede lid" te volgen;
- in het derde lid van de inleiding dienen de woorden "van het Statuut van het Rijkspersoneel" te worden vervangen door de woorden "van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel".

5. Aangezien de deontologische code een bijlage is bij het ontworpen besluit, dient ze te worden voorzien van de formule "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... houdende vaststelling ..." alsook van dezelfde dag- en handtekening als het besluit zelf.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE